COMMISSION DE
L'OCÉAN INDIEN

Revue de presse
06 au 12 octobre 2018

Les articles contenus dans ce document n'engagent que les auteurs et les sources dont ils émanent. Ils ne reflètent en aucun cas une position officielle de la COI

Sommaire

I. COI et ses projets

1.1 Espaces marins.....3
1.2 Energies.....7
1.3 Culture.....9
1.4 Sécurité maritime.....11

II Centres d'intérêts

1.5 Pêche.....16
1.6 Tourisme.....17
1.7 Energie renouvelable.....18

05 octobre 2018

http://www.mauriceactu.mu/2018/10/05/espaces-marins-atelier-de-travail-regional-axe-sur-la-planification-spatiale-marine/

Espaces marins : Atelier de travail régional axé sur la planification spatiale marine



La planification spatiale marine (PSM) fera l'objet d'un atelier de travail régional qui se tiendra du 8 au 12 octobre 2018 à l'hôtel Voilà à Bagatelle. Le ministre Mentor, ministre de la Défense et de Rodrigues, Sir Anerood Jugnauth, y sera présent pour la cérémonie d'ouverture.

L'atelier est une initiative conjointe du département *Continental Shelf, Maritime Zones Administration and Exploration* du ministère de la Défense et de Rodrigues ; de la Commission océanographique intergouvernementale de l'UNESCO ; du Programme des Nations Unies de l'Environnement ; et de l'Association des sciences de la mer de l'océan Indien occidental (WIOMSA). Une cinquantaine de techniciens des pays francophone d'Afrique dont les Comores, le Madagascar, la République Démocratique du Congo, et la Côte d'Ivoire, ainsi que La Réunion/France, les Seychelles et Maurice y participeront.

Lors de l'atelier, les participants se familiariseront avec les concepts du PMS et le processus de développer et la mise en œuvre du PSM. Les thèmes qui seront abordés sont : les enjeux majeurs, les expériences internationales et les meilleures pratiques de la PSM en Afrique ; l'importance des données, des informations et des connaissances pour une meilleure PSM ; les portails de données relatifs à la PSM ; l'engagement des parties dans le processus de la PSM ; et les défis et les opportunités régionaux et transfrontaliers.

Le troisième jour de la formation sera consacré à des visites dans la région du sud-est, aux alentours de la Ferme Marine de Mahébourg et aux îlots de la région. L'objectif est d'avoir une vue d'ensemble des réserves de marine existantes et les sites d'aquaculture tout en évaluant les activités récréatives et les risques conflictuelles qui peuvent être engendrés par les activités croissantes et au changement climatique.

Vers l'élaboration d'un PSM pour la ZEE de Maurice

En décembre 2016, le gouvernement mauricien a agréé que le Département du *Continental Shelf, Maritime Zones Administration and Exploration* établisse une PSM pour la zone économique exclusive (ZEE) de la République de Maurice compte tenu de la demande croissante de l'espace marin dans la ZEE à diverses fins, notamment la pêche et l'aquaculture, le tourisme et les loisirs.

L'objectif principal de la PSM est d'identifier l'utilisation des espaces marins pour différentes utilisations de la mer, conformément aux normes prioritaires et législations nationales, tout en tenant compte de la préservation, de la protection et de l'amélioration du milieu marin, y compris la résilience aux impacts du changement climatique. Il contribuera également à la gestion efficace des activités marines et à l'utilisation durable des ressources marines et côtières grâce à la création d'un cadre permettant une prise de décision cohérente, transparente, durable et factuelle.

Dr Rezah Badal, Directeur Générale au *Department du Continental Shelf, Maritime Zones Administration and Exploration* explique qu'un comité de coordination de la PSM comprenant les ministères, les départements et les ONG concernés, a été mis en place au niveau du ministère de la Défense et de Rodrigues. Le comité de coordination s'est jusqu'ici réuni à plusieurs reprises concernant l'élaboration d'un plan action pour la mise en place du PSM.

Déjà une enquête auprès les parties prenantes a été réalisée en vue de rassembler des informations pertinentes sur l'usage des espaces maritimes, y compris des projets existants et futurs, afin de mieux comprendre les aspects techniques d'un plan d'aménagement territorial marin. Le comité a décidé de hiérarchiser certains domaines et trois groupes de travail ont été identifiés : Nouvelles activités économiques ; Les objectifs du *Sustainable Development Goal* (SDG 14) ; et Projet relatif à la diversité biologique.

La planification spatiale maritime

La PSM est un processus public d'analyse et de répartition spatio-temporelle d'activités anthropiques dans les zones marines afin d'atteindre des objectifs écologiques, économiques et sociaux généralement spécifiés dans le cadre d'un processus comprenant des décisions collectives. La PSM est axée sur l'écosystème et sur la gestion par zone. Elle est intégrée, adaptative, stratégique et participative.

Ce processus est une manière pratique de créer et d'établir une utilisation plus rationnelle de l'espace marin et des interactions entre ses multiples utilisations humaines afin d'équilibrer la demande de développement, la nécessité de protéger l'environnement, et de proposer des solutions socio-économiques adaptées et acceptables selon le contexte.

L'initiative de PSM aide les pays à mettre en œuvre une gestion qui prennent en compte l'écosystème, allouant de l'espace simultanément pour la préservation de la biodiversité, la conservation et le développement économique durable dans les zones marines.

La Rédaction Maurice Actu

08 octobre 2018

https://www.inside.news/2018/10/08/vers-lelaboration-dun-plan-damenagement-du-territoire-marin-pour-la-zee-de-maurice-2/

Vers l'élaboration d'un plan d'aménagement du territoire marin pour la ZEE de Maurice

par Georges Alexandre



SAJ: «Vous savez peut-être que le MSP est en train de devenir un impératif pour les États côtiers...»

Le ministre mentor, sir Anerood Jugnauth, éagelent ministre de la Défense et ministre de Rodrigues, a procédé à l'ouverture d'un atelier régional de formation sur le thème de *Planification spaciale marine*, à l'hôtel Voilà, Bagatelle, ce lundi 8 octobre. Cet atelier, organisé à l'initiative de la Commission de l'Océan Indien (COI) et l'UNESCO, conjointement avec le ministère de la Défense, a eu la participation de délégués des plusieurs pays riverains.

Dans son discours, sir Anerood Jugnauth a annoncé l'élaboration d'un plan d'aménagement du territoire marin pour la Zone Exclusive Economique (ZEE) de la République de Maurice.

«Maurice ne fait pas exception à la règle en ce qui concerne la nécessité d'une planification de l'espace maritime. Conscient de cet impératif, mon gouvernement a en fait convenu en 2017 d'élaborer un plan d'aménagement du territoire marin pour la ZEE de la République de Maurice», a affirmé le ministre Mentor.

D'emblée, le ministre Mentor a souligné que tous les participants auront l'occasion d'être informés d'un sujet très important concernant espace

maritime de Maurice, c'est-à-dire la planification de l'espace marin, couramment appelée MSP. *«Vous savez peut-être que le MSP est en train de devenir un impératif pour les États côtiers et plus encore au cours des dernières années avec la forte augmentation des activités économiques dans toutes nos zones maritimes»*, a déclaré SAJ.
L'objectif principal de ce plan, a soutenu le ministre Mentor *«sera d'élaborer et d'adopter une stratégie de développement de notre industrie océanique conformément aux politiques nationales et à notre engagement en faveur de la préservation, de la protection et de l'amélioration de notre environnement marin»,* comme en témoigne la vision 2030 du gouvernement. Comme convenu par les experts présents, SAJ a fait remarquer que la planification spatiale marine est *«une excellente stratégie pour faire progresser le développement des ressources océaniques et lutter contre les problèmes liés au changement climatique.»* Il a dit être convaincu que le MSP contribuera également à la gestion efficace des activités marines et à l'utilisation durable des ressources marines et côtières.
Le ministre Mentor a rappelé que Maurice a fait la promotion de secteurs maritimes clés à l'instar du tourisme et des activités de loisirs, des produits de la mer, de l'aquaculture, des infrastructures portuaires, le transport maritime et les énergies marines renouvelables en vue de consolider et de renforcer sa diversification économique.
Par conséquent, il a souligné que Maurice a été confronté à une demande croissante d'espaces marins. *«Sans aucun doute, il y a une pression supplémentaire sur notre environnement marin. Nous sommes conscients de la nature sensible et complexe du milieu marin et de l'effet néfaste des activités, si elles ne sont pas gérées correctement»,* a déclaré sir Anerood Jugnauth.
Tout en insistant que l'expansion de l'économie des océans doit s'accompagner d'une gestion améliorée du milieu côtier et marin, SAJ a argué qu'un MSP bien conçu minimisera l'utilisation conflictuelle de l'espace maritime.

Energie

Al-watwan
Le premier journal des Comores

09 octobre 2018

https://alwatwan.net/societe/des-%C3%A9lectriciens-et-r%C3%A9gulateurs-de-loc%C3%A9an-indien-en-conclave-%C3%A0-moroni.html

Des électriciens et régulateurs de l'Océan Indien en conclave à Moroni

Nazir Nazi



Le Club des électriciens regroupe les sociétés nationales d'électricité de la région de l'Océan indien, en l'occurrence Ma-mwe (Comores), Edf (France/Réunion), Jirama (Madagascar), Ceb (Maurice) et Puc (Seychelles). Cette première journée du club des électriciens va se pencher sur l'expérience de smart grids dans la zone Edf et Ceb, les outils de modélisation utilisés dans les compagnies en présence de tous les participants.

Moroni reçoit, pour la première fois, le Club des électriciens regroupant les sociétés d'électricité de la région, dont Ma-mwe, et le Réseau des régulateurs regroupant les instances régulatrices des Etats membres de la Coi. Une quatrième réunion pour le Club des électriciens et une deuxième réunion pour le Réseau des régulateurs des pays membres de la Coi. Ces deux réunions débutent plus précisément dans la matinée d'aujourd'hui, mardi 9 octobre à l'hôtel Golden Tulip. Ces deux réseaux, formés dans le cadre du programme «Energies» financé par l'Union européenne et mis en œuvre par la Coi, vont échanger jusqu'à demain avant de procéder à des visites d'installations.

Selon Nicholas Rainer, chargé de communication du programme, cette première journée du club des électriciens va se pencher sur l'expérience de smart grids dans la zone Edf et Ceb, les outils de modélisation utilisés dans les compagnies en présence de tous les participants ainsi qu'une poursuite des échanges suite aux réactions reçues à la lecture du papier présenté lors du forum régional des énergies durables. Quant à la journée de demain mercredi qui sera consacrée surtout au réseau des régulateurs, «ces derniers vont procéder à l'introduction et à la validation du compte rendu de la première réunion, puis à l'équilibre économique de l'activité de l'électricité et le cadre législatif de chacun des Etats membres de la Coi, à un exposé introductif. Des présentations de chaque participant vont être suivies avant de se lancer aux débats et précisions sur les sujets abordés lors des prochaines réunions», a-t-il informé. Ces deux réunions prendront fin après une visite des installations de la société comorienne de l'eau et de l'électricité (Ma-mwe) prévue ce mercredi 10 octobre. Et comme dans les dernières réunions, Alain Doulet est l'animateur de ces deux réunions régionales.

Le Club des électriciens regroupe les sociétés nationales d'électricité de la région de l'Océan indien, en l'occurrence Ma-mwe (Comores), Edf (France/Réunion), Jirama (Madagascar), Ceb (Maurice) et Puc (Seychelles).

Ces membres se sont rencontrés pour la troisième fois le 30 juillet à Mahe aux Seychelles. Bénéficiant de la participation des points focaux nationaux du programme Energies, cette réunion élargie a permis aux électriciens de poursuivre leur travail sur des thèmes essentiels, tels que la politique tarifaire et les aspects institutionnels ayant trait à l'arrivée de nouveaux acteurs dans le secteur énergétique et la mise en place de cadres régulateurs.
De son côté, le Réseau des régulateurs s'est constitué lors de sa première rencontre formelle le 31 juillet. Créé lors du forum régional des énergies durables en mai 2018, le réseau a également défini ses règles de fonctionnement et le type d'apport que ses membres attendent de ces rencontres.

10 octobre 2018

https://www.clicanoo.re/Societe/Article/2018/10/10/Derniere-etape-pour-le-Prix-Indiaoceanie_553007

Dernière étape pour le Prix Indianocéanie



Les écrivains de la région n'ont pas boudé l'appel à écritures lancé par la Commission de l'Océan Indien dans le cadre du Prix Indianocéanie . Quelque soixante manuscrits ont été enregistrés, témoignant ainsi de l'intérêt des auteurs. Les œuvres proposées pour la circonstance varient par leur style : roman, poésie, nouvelle, théâtre, essai, recherche...

Les membres du jury évalueront 56 manuscrits répondant aux critères de recevabilité. Lourde tâche en perspective pour ces écrivains, professionnels du livre ou membres de l'enseignement. *« Ce Prix promeut la singularité de notre identité régionale. Pour apprécier au mieux les manuscrits, il était indispensable de réunir un jury de qualité représentatif de l'Indianocéanie, connaisseur de sa diversité et engagé pour la promotion de la culture, de l'écriture et de la lecture. Nous avons fait appel à Aboubacar Ben Said Salim des*

Comores, Tsiky Rakotomavo de Madagascar, Issa Asgarally de Maurice, Dominique Dambreville de La Réunion et Zitabella Labiche des Seychelles. »

Au terme d'une première réunion, le jury s'est mis d'accord sur une méthodologie commune pour arriver dans les meilleures conditions à un choix. Mais au-delà de la désignation d'un lauréat, il a signifié sa grande satisfaction face à l'enthousiasme suscité par cette initiative portée par la COI et le Département de La Réunion, en partenariat avec l'Organisation internationale de la Francophonie et le soutien de l'agence Blue Sky.

Le Prix sera remis à la fin du mois de novembre 2018 et l'œuvre primée sera éditée à 300 exemplaires.

Après le sauvetage des deux skippers de la Golden Globe Race

Retour à quai de l'Osiris et de son équipage, lundi 8 octobre



Lundi 8 octobre 2018, à 13h, l'Osiris, patrouilleur de surveillance des pêches des Affaires Maritimes, rentrera de sa dernière mission pendant laquelle l'opération de sauvetage de deux skippers de la Golden Globe Race aura été menée avec succès au sud de l'Île de Saint Paul.

Ce retour au port marquera la fin du service actif de ce patrouilleur maritime qui opérait des missions de surveillance des zones économiques exclusives australes et de mise en œuvre du Plan Régional de Surveillance des Pêches de la Commission de l'Océan Indien (COI). Un partenariat public/privé exemplaire commencé il y a 15 ans, entre les armements de la grande pêche australe (regroupés au sein du Groupement d'Intérêt Économique (GIE) "Protection Légine & Ressource Halieutique" (PLRH) et la Direction de la Mer du Sud de l'Océan Indien

(DMSOI) avec le soutien de l'administration des Terres Australes et Antarctiques Françaises (TAAF).

Par délégation, la gestion opérationnelle du navire était confiée depuis 2003 à l'armement réunionnais SAPMER, dont l'ensemble des équipes assurait le recrutement et la formation des équipages, la gestion technique et administrative du navire, sous le contrôle de la DMSOI.

"Le retour au port d'un navire et de son équipage est toujours un moment fort émotionnellement pour nos marins et nos équipes à terre. C'est un moment de retrouvailles et de reprise de contact physique entre des personnes. Après des semaines de mer, nos marins retrouvent la vie terrienne et surtout leurs proches. Nos équipes à terre sont heureuses et soulagées de les voir rentrer au port. À la SAPMER, il existe un lien particulier entre notre équipe à terre et nos marins, sachant que nous sommes en relation permanente avec eux qui naviguent souvent dans des conditions de mer extrêmes", souligne Adrien de Chomereau, Directeur Général de la SAPMER, avant de poursuivre : "Ce sera aussi pour nous l'occasion de dire et de témoigner à nos marins toute notre fierté et notre reconnaissance, après les opérations de sauvetage qu'ils ont menées le 24 septembre dernier, au large de l'île de Saint-Paul".

Cette dernière mission de l'OSIRIS a en effet été marquée par les opérations d'assistance et de sauvetage des skippers Tomy ABHILASH (skipper indien) et Gregor McGUCKIN (skipper irlandais).
Une opération de coordination entre le CROSS Réunion, le JRCC australien (Centre de sauvetage maritime et aérien), le personnel des TAFF, et les marins de la SAPMER sur l'OSIRIS. Ces deux skippers participaient à la course en solitaire et sans escale autour du monde La Golden Globe Race (débutée le 1er juillet 2018 au départ des Sables-d'Olonne, en France métropolitaine). Ils s'étaient retrouvés en situation

de détresse après les démâtages de leur voilier respectif, dans des conditions de mer extrêmes.

"Cette opération de sauvetage fait de ce retour à quai un moment encore plus particulier pour la SAPMER. Il marque non seulement la fin de carrière d'un navire dont nous nous occupons quotidiennement depuis 15 ans, mais aussi et surtout, de l'attachement que nous accordons aux valeurs de solidarité, de coopération et de professionnalisme. Des valeurs essentielles pour nos marins comme pour nos équipes à terre", conclut Adrien de Chomereau.

COI et ses Projets

Sécurité maritime

octobre 2018

http://www.safeseas.net/

SAFESEAS

1. Why maritime security matters

BOX 2: LEARNING FROM THE WESTERN INDIAN OCEAN EXPERIENCE

This report draws on the Western Indian Ocean experience to demonstrate how maritime security challenges can be addressed by the reflexive practitioner. The region is an area of major global geostrategic significance and can be seen as a microcosm of the globalized maritime space as a whole. Primary maritime trade routes traverse the region from East and South Asia to Europe and beyond, as do the maritime export routes for Middle Eastern oil. Significant proportions of global maritime trade navigate through the area, including a large share of the world's crude oil supplies.

During the Cold War, the Western Indian Ocean was a significant area of operations for the navies of both super powers, which brought an increase in naval bases and military presence in the region. Actors with interests in the region therefore include not only its littoral states, but also a range of global stakeholders including the EU and NATO, the US, China, Russia and a plethora of multinational and commercial actors.

The Western Indian Ocean is home to a diverse range of security challenges. While it lacks the potency of geostrategic competition that can be found in regions like the South China Sea, it remains a space of major geopolitical and naval interaction between states. In addition, it has seen the most virulent outbreak of piracy in the modern period; it borders hotspots of terrorist activity and violence in Somalia and Yemen; it incorporates key trafficking routes for narcotics, humans and arms and has played host to significant fishery crimes and other environmental crimes. These insecurities are closely linked to instabilities and state fragility on land, highlighting not only the liminal nature of the challenges, but also their relationship to wider issues of development and insecurity.

Yet, the Western Indian Ocean has also been a crucible of innovation in the maritime arena. The region has seen experimentation in relation to counter-terrorism and sanctions enforcement, to piracy and criminality at sea, and to capacity building and development activities. Examples of innovative approaches to maritime security and capacity building in the region include the multinational naval partnership of the Combined Maritime Forces, the unique counter-piracy cooperation and capacity building coordination conducted by the Contact Group on Piracy off the Coast of Somalia, as well as work conducted through the Djibouti Code of Conduct process, the EU-funded Regional Programme to Enhance Maritime Security (MASE) and the UNODC Global Maritime Crime Programme, whose work began in the region.



BOX 3: MAP OF THE WESTERN INDIAN OCEAN



BUSINESS



La saison de pêche d'holothuries réduite à huit mois

L'AUTORITÉ DES pêches réduit la durée de la saison des holothuries (concombres de mer) à huit mois, une baisse du nombre de captures ayant été enregistrée lors des saisons précédentes, a indiqué un haut responsable de l'autorité. À compter de cette année, la saison de pêche des holothuries durera d'octobre à mai au lieu d'octobre à juin comme l'une des nouvelles mesures prises par l'autorité pour assurer la durabilité de l'espèce. La saison est normalement fermée de juin à fin septembre, période pendant laquelle le temps est mauvais et les pêcheurs ne vont pas en mer. C'est le moment idéal pour laisser les stocks se rétablir.

BUSINESS MAGAZINE

Tourisme

Un plan stratégique pour une croissance de 5 %

L'INDUSTRIE du tourisme est appelée à se réinventer. C'est dans cette optique qu'un plan stratégique a été présenté lundi. S'étendant de 2018 à 2021, il vise à lui permettre de s'adapter et de continuer à grandir, avec une croissance annuelle de 5% dans ce secteur qui représente actuellement 8% du Pib.

«*Pendant longtemps notre modèle touristique a été basé sur la mer, la plage et le soleil. Nous ne pouvons continuer avec du Business as Usual*», a expliqué le ministre du Tourisme, Anil Gayan, avant de présenter le document qui fait suite aux Assises du tourisme, qui se sont tenues l'an dernier. Le plan stratégique 2018-2021 doit contribuer à réaliser l'ambition du gouvernement d'accueillir deux millions de visiteurs et de comptabiliser Rs 120 milliards de recettes suivant ces arrivées d'ici à 2030. La stratégie s'articule autour de quatre axes majeurs, que sont la visibilité, l'accessibilité, l'attractivité et l'aspect durable, avec 84 projets et programmes qui seront mis en place au cours des prochaines années. L'amélioration des infrastructures, l'embellissement du pays, le développement d'îlots à cachet «*exclusif*», la transformation de Mahébourg et un musée du textile en sont quelques exemples.



Un rebranding de la destination, au coût de Rs 50 millions, est prévu alors qu'un effet de levier est attendu de la campagne d'e-marketing en cours, sur les réseaux sociaux et à travers les plateformes tels que Pinterest et Instagram. Déjà dans le but de rendre la destination plus accessible, plus de vols vers Maurice sont annoncés dès le début de ce mois d'octobre : plus de 20 000 sièges additionnels sur Corsair de même que le retour d'Alitalia à Maurice. Une plus grande ouverture du ciel mauricien et plus de connectivité vers la Chine, la Russie et l'Europe de l'Est figurent sur ce plan. Des campagnes de publicité dans les villes de Djedda et Riyad visent à nous rendre plus visible auprès des touristes arabes, autre marché que le pays souhaite exploiter alors que les arrivées de Chine sont en déclin, malgré les efforts de reconquête.

Carine TOURETTE

12 octobre 2018

https://defimedia.info/electricite-lhorizon-2050-premiers-pas-vers-100-denergie-renouvelable

Électricité à l'horizon 2050 : premiers pas vers 100 % d'énergie renouvelable



Onze fermes photovoltaïques et trois fermes éoliennes devraient être sur le réseau énergétique national d'ici un an.

Le Central Electricity Board installera des batteries avant la fin de ce mois qui lui permettront d'augmenter considérablement le mix d'énergie renouvelable sur son réseau. La Mauritius Renewable Energy Agency songe déjà aux options pour un avenir 100 % énergie renouvelable. Certains estiment que l'objectif peut être atteint en 2050.

Malgré des statistiques encore timides, Maurice est à la veille d'un véritable décollage en termes de production d'énergie renouvelable. C'est ce qu'affirme le directeur de la Mauritius Renewable Energy Agency (MARENA), Soonil Rughooputh. Les chiffres semblent lui donner raison. Avec l'installation de deux batteries d'une capacité totale de 4 MW à Henrietta prévue avant fin octobre, le Central Electricity Board (CEB) pourra accueillir 180 MW d'énergie renouvelable intermittente de plus sur son réseau. La capacité totale des centrales du pays étant de 825 MW, cela représente un bond de 21 %. Sur le long terme, Soonil Rughooputh estime que le pays peut atteindre un mix énergétique 100 % renouvelable.

Les deux batteries de 2 MW ne sont qu'une première phase du projet. Le CEB dispose d'un budget de Rs 400 millions pour l'installation de batteries d'une capacité de 14 MW. Une fois toutes les batteries installées, la capacité totale devrait dépasser les 180 MW. « Actuellement, le réseau national peut absorber 60 MW d'énergie renouvelable. Nous passerons à 180 MW avec

ces deux batteries. 160 MW sont déjà pris par des projets de fermes photovoltaïques et éoliennes. D'ici un an, il y aura du changement », dit Soonil Rughooputh. Onze fermes photovoltaïques et trois fermes éoliennes devraient être sur le réseau d'ici là.

Si la politique d'atteindre 35 % d'énergie renouvelable d'ici 2025 semblait utopique jusque-là, Soonil Rughooputh ne craint pas d'aborder la question de manière plus ambitieuse : « Je travaillerai avec des universitaires pour une modélisation du mix énergétique idéal pour atteindre les 100 %. C'est faisable. »

Les conclusions de ce travail de recherche devraient être prêtes d'ici fin 2018, voire début 2019. Les sources diverses, comme le waste-to-energy, la biomasse, le pompage-turbinage qui repose sur le mouvement de l'eau entre deux réservoirs ou encore le bioéthanol, sont prises en compte dans cette étude.

Sauf que le manque de données précises rend certains aspects de cette modélisation aléatoire, reconnaît le directeur de la MARENA. « C'est pour cela que nous voulons lancer une modélisation plus précise à partir de 2019 à travers un consultant. Ce travail devrait prendre deux années. »

Le pompage-turbinage pourrait avoir son rôle à jouer, la MARENA ayant déjà identifié trois sites potentiels. « Il faut faire des études pour être sûrs. Ces centrales pourraient servir de batteries pour permettre d'utiliser davantage de renouvelables intermittents sur le réseau », précise Soonil Rughooputh.

Tous les spécialistes ne sont pas du même avis. Un acteur des projets d'énergie renouvelable explique : « Il y aura un Solar Roadmap. Maurice avance, mais l'objectif reste le même : 35 % d'ici 2025. Le taux de 100 % n'est pas d'actualité. Il faudra toujours une part d'énergie fossile pour assurer la production de base. » Il dit qu'il faut une source d'énergie qui ne connaît pas de fluctuations pour une production minimale et qu'en l'absence d'options pour augmenter la production d'hydroélectricité, Maurice aura du mal à dépasser la barre des 60 % d'énergie renouvelable.

Khalil Elahee, chargé de cours à l'Université de Maurice et ancien président de l'Energy Efficiency Management Office, avance un contre-argument : « La biomasse est aussi de l'énergie renouvelable non intermittente. Cela

peut compenser pour les autres sources. 2050 est un horizon raisonnable pour atteindre les 100 %. » L'universitaire cite le Portugal qui roule à 100 % sur les énergies renouvelables pendant plusieurs jours. L'installation des batteries et la multiplication de projets représentent « un petit pas dans la bonne direction », selon Khalil Elahee. « Mais nous sommes encore loin des 100 %. Il faudra une croissance exponentielle. »